

2. La revendication d'une république sociale

« La remise en cause du modèle républicain correspond à l'avènement de la "question sociale" après 1905. Le développement des syndicats (la CGT et sa charte d'Amiens en 1906), la naissance des partis ouvriers (SFIO en 1905), comme le développement de la grande industrie et des classes moyennes salariées placent au devant de la scène les revendications sociales. »

Nicolas Roussellier, *la République sous la III^e*, Documentation photographique, février 1991.

1 Discours de Jean Jaurès, le 21 novembre 1893

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement ; ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et les ministres mais, au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. Oui, au moment où il peut chasser les ministres du pouvoir, il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier. [...]

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain.

*Journal officiel, débats parlementaires :
Chambre des députés.*

2 Le détournement d'une publicité

Caricature de Paul Doumer et Thalamas.
L'Assiette au beurre, 11 juin 1906.



3 La création de la SFIO

En 1905, les partis socialistes français se regroupent dans un parti unique, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

« Les délégués déclarent que leurs organisations sont prêtes à collaborer immédiatement à cette œuvre d'unification des forces socialistes sur les bases suivantes :

1. Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou

communiste [...]. Le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière [...] est un parti de lutte des classes et de révolution.

2. Le groupe socialiste au Parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir, refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits de la conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget. »

Déclaration commune de la Commission d'unification, 30 décembre 1904.

2. La revendication d'une république sociale

« La remise en cause du modèle républicain correspond à l'avènement de la "question sociale" après 1905. Le développement des syndicats (la CGT et sa charte d'Amiens en 1906), la naissance des partis ouvriers (SFIO en 1905), comme le développement de la grande industrie et des classes moyennes salariées placent au devant de la scène les revendications sociales. »

Nicolas Roussellier, *la République sous la III^e*, Documentation photographique, février 1991.

1 Discours de Jean Jaurès, le 21 novembre 1893

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement ; ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et les ministres mais, au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. Oui, au moment où il peut chasser les ministres du pouvoir, il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier. [...]

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain.

*Journal officiel, débats parlementaires :
Chambre des députés.*

2 Le détournement d'une publicité

Caricature de Paul Doumer et Thalamas.
L'Assiette au beurre, 11 juin 1906.



3 La création de la SFIO

En 1905, les partis socialistes français se regroupent dans un parti unique, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

« Les délégués déclarent que leurs organisations sont prêtes à collaborer immédiatement à cette œuvre d'unification des forces socialistes sur les bases suivantes :

1. Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou

communiste [...]. Le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière [...] est un parti de lutte des classes et de révolution.

2. Le groupe socialiste au Parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir, refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits de la conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget. »

Déclaration commune de la Commission d'unification, 30 décembre 1904.



4 La troupe rue Roubo pendant les grèves de 1906. Carte postale.

5 les lois sociales prises sous la III^e République

1874	• Loi interdisant d'employer des enfants avant douze ans. • Loi créant l'inspection du Travail.
1880	• Suppression du repos dominical obligatoire.
1881	• Loi instaurant la liberté de la presse.
1884	• Loi accordant la liberté syndicale, sauf aux fonctionnaires.
1892	• Loi limitant le travail des adolescents (13-18 ans) à 10 heures par jour, le travail des femmes à 11 heures avec un maximum de 60 heures par semaine.
1898	• Loi établissant le principe de la responsabilité du patron en cas d'accident du travail.
1900	• Loi limitant à 10 heures la journée de travail dans les ateliers mixtes.
1904	• Loi obligeant les communes à créer des services publics de placement.
1905	• Loi limitant le travail dans les mines à 8 heures par jour. • Loi prévoyant l'assistance aux vieillards et aux nécessiteux.
1906	• Création du ministère du travail. • Loi imposant le repos hebdomadaire en faveur des employés et des ouvriers.
1910	• Loi sur les retraites ouvrières et paysannes financées par le patronat, l'État et les salariés.
1911	• Loi fixant le principe de la maladie professionnelle.
1913	• Loi relative à l'assistance aux familles nombreuses.

D'après G. Sorlin, *La Société française*, Arthaud, 1969
et M. Winock, *La Belle Époque*, Perrin, 2002

6 «Pour la journée de 8 heures», 1906, tract.



7 L'essor des grèves

Année	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de journées de travail perdues
1900	902	222 700	3 761 000
1901	523	11 400	1 862 000
1904	1 026	271 000	3 935 000
1905	830	177 100	2 747 000
1906	1 309	438 500	9 438 000
1907	1 275	197 800	3 562 000
1910	1 502	281 000	4 830 000
1913	1 073	220 000	2 264 000

Reproduit dans M. Winock, *La Belle Époque*, Perrin, 2002.

QUESTIONS

1. Présentez les documents.
2. Quelles sont les différentes revendications sociales (doc 1, 3 et 6) ?
3. Quels moyens sont mis en œuvre pour les atteindre (doc 2, 3 et 7) ?
4. Quelles réponses l'État fait-il (doc 4 et 5) ?

SYNTHÈSE Montrez de quelle façon les Républicains au pouvoir prennent en compte les revendications ouvrières.